



IRICA

Dans ce numéro :

Focus : La Recherche scientifique en République de Djibouti **2**

Unwanted Discipline: Resilience of Social Science in Kenyan Universities amidst State Adversity **4**

Catching up to the global argument of research area preference: Somaliland **6**

La recherche scientifique dans la Corne de l'Afrique pendant les troubles (1975 - 2012) **8**

Quest for simplicity and marginalization of Social Science's potentiality **12**

Publications :

• Responsable de la publication :
Amina Said Chireh

• Rédacteur en chef invité :
Meron Zekele

• Comité de lecture :
Idris Bexi Warsama, Kader Ali Diraneh, Thomas Jones

• Responsable Infographie-Maquette :
Maryam Ali Ahmed

• Traduction :
Thomas Jones

RECHERCHE Newsletter

Année 2018 - n° 10

SEPTEMBRE - OCTOBRE 2018

Editorial



The uncertain future of social sciences in contemporary Horn of Africa Special issue

In today's world it has become the new normal to see a trend whereby scientific contributions of social scientists to the general well being of the world is undervalued, and/or questioned especially when compared with the due attention given to STEM (Science, Technology, Engineering, Mathematics). In most countries around the globe, more emphasis is given to the STEM subjects which are described to be more "tangible, contributing to development of the general wellbeing of the society, and with instantaneous effect". Such tendencies in some circumstances lead to sidelining of social science research from social policy legislation and rather drawing on anecdotal evidence to inform crucial policies. To the contrary, various facets of the society are central to social scientific researches, which deal with 'grand challenges' the society is facing in the contemporary world. So, this trend, mentioned above, is posing a great danger which might ultimately lead to the erosion of the role of

social scientists as independent, critical, thinkers.

Drawing on this unfolding reality, this special issue of BIRICA (Bulletin de l'Institut de Recherche Indépendant de la Corne de l'Afrique) is dedicated to understand the situation of Scientific Research in the Horn of Africa through the lived experiences of the contributors of this 10th issue. The question the papers in this volume deal with are : what is the state of scientific research in general and human and Social science in particular, in the different regions of the Horn, mentioned in this Newsletter ? what are the major challenges scientists of the social sciences face in these different contexts? Why does the national policy impede the development of the social sciences and how? What is the potential way out we can foresee to address the issue?

Guest Editor in chief of this special issue
Meron Zekele (Assistant professor and senior postdoctoral fellow, Addis Ababa university)



Amina Saïd CHIRÉ
Docteur en Géographie
Présidente IRICA

Les recherches menées pendant cette première période ont produit des résultats tangibles tels que la carte géologique de Djibouti, unique en son genre dans la région par son échelle (1/100000).

Focus : La Recherche scientifique en République de Djibouti

Par rapport aux autres pays du continent, la République de Djibouti est un pays relativement jeune en raison de son accession tardive à l'indépendance (27 juin 1977). Pour cette raison, l'émergence de la recherche scientifique y est également tardive. Le pays n'a été doté de structure spécifiquement dédiée à la recherche scientifique qu'en 1970, date à laquelle un Centre d'Etude Géologique et du Développement (CEGD) y a été créé pour accueillir les chercheurs métropolitains désireux de mener des recherches en terrain djiboutien et plus particulièrement ceux de l'académie de Bordeaux chargés d'animer l'activité scientifique locale. A ce moment là, le territoire ne comptait que quelques assistants chercheurs.

Peu après l'indépendance en 1978, ce centre a été remplacé par un Institut Supérieur d'Etudes et de Recherche Scientifique et Technique (ISERST) (ordonnance n°78-021 du 23 février 1978) dont l'une des premières missions fut de réorganiser la recherche et les études pour répondre aux nouveaux besoins du pays surtout en matière de développement économique et social.

En plus de la coordination et du suivi des études menées par des équipes étrangères, l'ISERST a été autorisé à entreprendre et développer des études et des recherches appliquées aux réalités locales. Pour cette raison, il a été transformé par le décret n°78-046/PR du 14 juin 1978 en établissement public autonome et placé directement sous la tutelle du Président de la République de Djibouti.

Cette prise de conscience au plus haut niveau de l'intérêt de la recherche scientifique pour le développement national a permis de doter l'ISERST de locaux à la mesure de ses ambitions. En effet, dès 1987, les différents laboratoires le composant ont été regroupés dans les locaux actuels du CERD à Gabode.

En 1997, l'ISERST était composé de 6 départements scientifiques majoritairement fonctionnels : géologie, géochimie, hydrologie et hydrogéologie, technologie nouvelle et énergie, sciences de la vie et sciences de l'homme et de la société. Ses ressources humaines avaient déjà atteint le seuil critique pour lui permettre un fonctionnement normal (18 chercheurs (docteurs et ingénieurs) et une vingtaine de techniciens).

Ses activités étaient généralement composées de projets de recherches financés par des partenaires au développement, d'études plus ponctuelles et de prestations de service.

Les recherches menées pendant cette première période ont produit des résultats tangibles tels que la carte géologique de Djibouti, unique en son genre dans la région par son échelle (1/100000). Celle-ci est essentielle pour la prospection minière, les ressources en eau, la prospection géothermique, etc. L'ISERST s'est également distingué par l'étude approfondie des ressources en eau du pays afin de permettre à ce dernier de combattre la soif par la mise en place d'une exploitation optimale de ses ressources. L'eau est à ce jour la thématique de recherche à laquelle a été consacré le plus grand nombre de travaux scientifiques.

A ce stade de son développement, l'ISERST a dû faire face à des problèmes importants. Il a été confronté au manque d'appropriation des résultats de ses recherches malgré les efforts consentis pour les mener. Par exemple, le pays a dû rapidement faire face à des problèmes de surexploitation de ses nappes phréatiques et donc de salinisation malgré toutes les recommandations de l'Institut. Sur le plan financier, il a dû affronter des problèmes de réduction de ses moyens budgétaires. Ce dernier problème l'a amené à formuler la question de la création d'un fonds pour la recherche scientifique.

En 2002, l'ISERST est devenu le Centre d'Etudes et de Recherches de Djibouti et s'est vu doté d'un fonds de recherche scientifique (Décret n°2002-0020/PRE portant création d'un Fonds de Recherche Scientifique). Cette nouvelle restructuration a donné naissance à cinq instituts : institut des sciences de la terre, institut des sciences de la vie, institut des langues de Djibouti, institut des sciences sociales, institut des nouvelles technologies.

La recherche scientifique allant de pair avec la formation, la République de Djibouti s'est dotée dès octobre 2000 d'un Pôle Universitaire dispensant des enseignements de centres de télé-enseignements français et délivrant des diplômes de la même nationalité. En janvier 2006, ce pôle est devenu une université de pleine compétence, pourvue dès 2007 d'un Centre de Recherche Universitaire (CRUD). De taille modeste, celui-ci a été chargé de centraliser toutes les recherches menées dans l'établissement et de répondre ponctuellement à des appels d'offres d'études et à des prestations de service. Plus tard, il a été chargé de suivre les études doctorales des professeurs assistants de l'Université de Djibouti.

Malgré cette institutionnalisation, la recherche universitaire a eu beaucoup de difficultés à s'affirmer pour des raisons sur lesquelles nous reviendrons.

De plus en plus convaincue du rôle que la recherche scientifique peut jouer dans la création des conditions d'un avenir meilleur, la République de Djibouti s'est dotée en 2011 d'un Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche. Réaffirmée une nouvelle fois, cette volonté politique a permis à la recherche scientifique nationale de franchir un nouveau cap. Le CERD a été à nouveau restructuré, tandis que l'Université a engagé une réflexion approfondie pour pouvoir prendre sa part dans le développement scientifique du pays.

Du côté du CERD, les recherches ont abouti à des résultats probants dans le domaine des énergies renouvelables comme en matière de pharmacologie ou encore des études des langues locales. L'université a, quant à elle, consacré l'essentiel de ses efforts à la formation des enseignants-chercheurs. Les résultats atteints dans ce domaine sont d'ailleurs remarquables, puisque l'Université de Djibouti comptabilise à ce jour 80 docteurs et 68 doctorants, alors qu'à l'ouverture du Pôle Universitaire, il n'y avait pas un seul docteur. Mais le CERD n'a pas été à la hauteur de la mission qui lui a été assignée. Sans aucune autonomie administrative et financière et ne disposant pas d'un personnel spécifique ou affilié, mis à part son directeur et son assistante, il a eu beaucoup de difficultés à s'acquitter des tâches pour lesquelles il a été créé. Il faut ajouter à cela la place prépondérante du service d'enseignement dans l'emploi du temps des enseignants-chercheurs, l'absence de définition de la recherche universitaire, l'inexistence d'un statut de l'enseignant-chercheur, l'absence de valorisation et de prise en compte des activités de recherche dans l'avancement de la carrière du personnel concerné. Plusieurs commissions de réflexion ont été mises sur pied pour résoudre son problème et permettre à la recherche universitaire de s'affirmer, en vain. Ces commissions ont par ailleurs soulevé l'importance de susciter l'intérêt du secteur privé pour aider au financement de la recherche. Mais les structures présentes n'ont pas permis de mener à bien ce projet.

Aussi, peut-on affirmer sans crainte qu'aujourd'hui la recherche scientifique djiboutienne est surtout portée par le CERD¹. Mais les moyens de cette institution sont limités et ne lui permettent pas de faire face aux défis à relever sur le plan sociétal et économique pour contribuer efficacement au développement national. Le vivier universitaire de jeunes chercheurs et de chercheurs confirmés reste à ce jour largement sous-exploité.

C'est dans ces conditions qu'est né il y a deux ans et demi, l'IRICA (Institut de Recherche Indépendant de la Corne de l'Afrique) qui est composé à ce jour d'une vingtaine de chercheurs nationaux, régionaux ou internationaux.

Cet institut privé s'est donné pour mission de contribuer à l'enracinement d'une culture de la recherche scientifique en interrogeant le développement dans toutes ses dimensions suivant une approche systémique et pluridisciplinaire. Aujourd'hui, il porte ses efforts dans deux grands domaines en particulier : le développement des espaces et des sociétés et l'amélioration des performances des organisations quelles qu'elles soient. Son objectif général est de débusquer les inerties et de mener la réflexion dans le sens d'une amélioration des comportements, des conditions de vie, dans la perspective d'un mieux-être pour les habitants de la région.

Dans un premier temps, l'IRICA s'est attaché à combler les lacunes des institutions publiques chargées de la recherche scientifique. Il a ainsi porté ses premiers efforts dans le partage et la vulgarisation des résultats des recherches menées à Djibouti. En effet, l'institut était parti du constat que le manque de reconnaissance des chercheurs était préjudiciable au développement de la recherche dans le pays. Il avait également fait le constat que l'absence de vulgarisation des résultats de la recherche avait un impact négatif sur la considération de ce domaine et l'intérêt auquel il pouvait prétendre.

Pour conclure, on peut affirmer qu'en l'état actuel des choses, la recherche scientifique publique djiboutienne est unijambiste. La recherche universitaire, malgré un bassin de compétences qui va en se renforçant grâce à une formation doctorale performante, reste en état de somnolence. Un changement structurel profond et une vraie politique de la recherche permettant de mutualiser les ressources et catalyser les énergies, voilà des pistes à explorer pour sortir de cette impasse.

Amina Saïd Chiré

Université de Djibouti-IRICA

Bibliographie

- Le rapport de la Commission Recherche, avril-juin 2012.
- Le rapport *Recommandations pour l'Enseignement Supérieur Universitaire (2010-2020)*, janvier 2010.
- MENSUR, 40^e anniversaire de la République de Djibouti, édition spéciale du CERD, 2017, 43p.
- Sciences et environnement, 2007, numéro spécial 30^e anniversaire de l'indépendance, 82p.
- Secrétariat Général du Gouvernement, 1997, *La recherche scientifique au service du développement*, 23p.

¹ Cf. MENSUR, 40^e anniversaire de la République de Djibouti, édition spéciale du CERD, 2017, 43p.

Cet institut privé s'est donné pour mission de contribuer à l'enracinement d'une culture de la recherche scientifique en interrogeant le développement dans toutes ses dimensions suivant une approche systémique et pluridisciplinaire.



Hassan NDZOVU
Senior Lecturer in
Religious Studies
Moi University, Kenya

In the assessment of the government, social science and humanities lacks vital contribution to economic development. These views were premised on the perception that the country would only be able to realize rapid economic expansion and attain the Vision 2030 if it invested heavily in science and innovation.

Unwanted Discipline: Resilience of Social Science in Kenyan Universities amidst State Adversity

Kenya has witnessed an increasing growth of university education in the last two decades due to establishment of new public and private universities. There are not less than 30 public universities established through the *Universities Act 2012*, which provides for the development of university education, the establishment, accreditation and governance of universities. According to a 2004 report on higher education in Kenya, the escalating growth of university education in the country was prompted by the rising demand for higher education occasioned by the increasing students leaving secondary schools (Development of Education in Kenya 2004). Despite minimal variations, all the public universities offer similar courses in both hard sciences and social sciences. Generally, the Kenyan public and the State seem to accord high esteem to hard sciences and technology disciplines, even though the reality on the ground paints a different picture. Many students who enroll into universities together with their parents and relatives would prefer that they study 'marketable' courses that guarantee them employment both locally and abroad after graduating from university. This notion of marketability of courses in relation to employment has the implication of down grading humanities and social sciences to the rank of disciplines that are of no value. In a study, *The State of Sciences Training in Kenyan Universities: Make Science Great Again*, conducted in early 2017, 38 per cent and 32 per cent of the sampled respondents indicated that science disciplines have greater potential for job opportunities in comparison to humanities and social sciences respectively (Wakaya 2017). In the study, the majority of employees interviewed believe that the government should extensively invest in hard sciences training by allocating more funding to the universities (Wanzala, 2017).

This negative attitude toward humanities and social sciences, despite shrinking government support of public universities, was in 2010 publicly expressed by a government Minister of higher education in Kenya. Through the ministry, the government hinted that it would in future consider whether to continue funding 'irrelevant' degree programs, claiming that some academic programs (read social sciences and humanities) are insignificant to the country's development agenda, a view utterly rejected by universities' professors (Kigotho 2010). In the assessment of the government, social science and humanities lacks vital contribution to economic development. These views were premised on the perception that the country would only be able to realize rapid

economic expansion and attain the Vision 2030 if it invested heavily in science and innovation (Okoth 2010). The Kenya Vision 2030 is the country's lasting development outline grounded on triple pillars: economic; social; and political aspects. The goal of this development design is to transform Kenya into an industrializing, middle-income country that provides a high quality of life to all its citizens by 2030 (Kivati 2017). As a consequence, the government thinks that it should invest more in sciences, thereby compelling those pursuing humanities and social science courses to pay for their university education without the support of the State. Clearly, the Kenya government seems to be questioning the investment of its meager resources in apparently 'unproductive' disciplines, the humanities and social sciences. Such views appear to suggest that the government should prioritize investment in hard sciences courses because they are linked to the goals of Vision 2030, the country's enduring development plan.

Even as the State criticizes universities for offering 'irrelevant' degree programs, for decades public universities are underfunded due to government neglect. As a result, public universities responded to this scenario by initiating privately sponsored Module II programs that drastically changed the institutional behaviour of higher education in Kenya, and across Sub-Saharan Africa. Although there are a large number of students enrolled in public universities in the country, around 35 per cent are 'private students' who pay full-cost of their tuition. Most of the private students are enrolled in humanities and social sciences degree programs despite the State's negative attitude to these courses (Kigotho 2010). Notwithstanding the State supposed bias, universities across the country prefer humanities and social sciences to hard sciences courses due to the revenue they generate to the institutions. According to the 2017 study, the establishment of humanities and social sciences courses is still popular in public universities as demonstrated in University of Nairobi with 89 courses, Kenyatta University with 88, and Moi University with 75, among others (Wanzala 2017). This development is partly attributed to emerging academic capitalism, which has commercialized higher education in the country thereby determining the courses to be taught. (Kigotho 2010). This trend has been interpreted as an obstacle to the government's efforts to promote science courses for realization of Vision 2030.

It is this notion of looking down upon humanities and social sciences courses that universities with the largest number of science courses are ranked highly. Consequently, the Kenya government declared that commencing July 2017, funding to universities will be based on courses offered with humanities and social sciences getting less public funding. However, statistics from the Ministry of education indicate that it's only about 22 per cent of students in universities that are enrolled in science related courses while the rest are in humanities and social sciences (Wanzala 2017). If this policy is adopted, it implies that universities will fall into more financial crisis than already experienced. Clearly, public universities need to be creative and innovative to come up with strategies that will alleviate their financial crisis to allow smooth operations of the institutions and guarantee quality. Thus, the public universities should embark on exploring new strategies to generate revenue from their available resources to become self-sufficient. According to some analysts Kenya public universities have not been fully utilized in terms of financial generation, a situation that needs to be changed (Nyaundi and Rajab 2018).

As the debate on social science/humanities versus hard sciences continues, it raises the question: what is the role of higher education? According to some analysts, the Kenya government was wrong to insinuate that higher education should be market driven (Okoth 2010). Apart from training students for the job market, universities are citadel for research that bestow on their graduates creativity, innovation and critical thinking skills. It is true that many people have been unable to gain employment in the fields they studied in at university, but performing very well in the areas where employment was availed for them. As much as societies need experts in hard science, it also needs specialists who understand the human being, not as a laboratory animal. A balanced society should strive in merging artistic ability with science, a challenge that has been big to overcome. There is no doubt that scientist needs the knowledge of the social experts who also need the scientific skills to harness the transformative power of technology (Bindra 2010).

Hassan Ndzovu
Moi University, Kenya

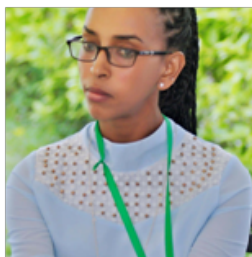
Reference

- Dann Okoth, October 2010. Sciences and humanities both play role in development. Available at: <https://www.standardmedia.co.ke/article/2000019703/sciences-and-humanities-both-play-role-in-development>. (Accessed on 12 February 2018).
- Development of Education in Kenya, Ministry of Education, Science and Technology, August 2004. Available at: http://www.ibe.unesco.org/National_Reports/ICE_2004/kenya.pdf. (Accessed on 18 February 2018)
- Gladys Kivati. (2017). The Role of Kenya's Formal Higher Education in Sustainable Development within the Context of Globalization. In W. Leal Filho et al. (eds.), *Handbook of Theory and Practice of Sustainable Development in Higher Education*. Springer International Publishing, pp. 17-33.
- Jeremiah Wakaya, May 2017. Science courses offer more job opportunities: CPS research. Available at: <https://www.capitalfm.co.ke/news/2017/05/science-courses-offer-more-job-opportunities-cps-research/>. (Accessed on 7 February 2018).
- Laws of Kenya, Universities Act, NO. 42 of 2012.
- Lewis Nyaundi and Ramadhan Rajab. 2018. How broke public universities can change fortunes. The Star, September 27. Available at: https://www.the-star.co.ke/news/2018/07/24/how-broke-public-universities-can-change-fortunes_c1789772
- Ouma Wanzala, May 2017. Why varsities prefer arts to science based courses. Available at: <https://www.nation.co.ke/news/education/Why-varsities-prefer-arts-to-science-based-courses/2643604-3922098-559nmxz/>. (Accessed on 7 February 2018).
- Sunny Bindra. 2010. Science Vs Arts? Wrong Question. Available at: <http://www.sunwords.com/2010/10/17/science-vs-arts-wrong-question/>. (Accessed on 18 February 2018).
- Wachira Kigotho, October 2010. New dawn for varsity education? Available at: <https://www.standardmedia.co.ke/article/2000019700/new-dawn-for-varsity-education>. (Accessed on 12 February 2018).

Apart from training students for the job market, universities are citadel for research that bestow on their graduates creativity, innovation and critical thinking skills.



IRICA



Tirsit YETBAREK
Director of School of
Graduate Studies
Adams University of
Hargeysa

The inherent difference between social science and natural science research has been a blocking thought in relation to 'either of the two' than having an equilibrium of focusing on both as a complementary system of addressing changes in the world.

Catching up to the global argument of research area preference: Somaliland

Abstract

International academia might be busy in an attempt to calm or reclaim statuesque for Social Science or Natural Science research dominance in the world of research. But this is not a priority in some parts of the world including Somaliland as these regions are still in the foundation for 'how to' of the research itself. Besides, they are waiting for developments in academics and policy directions towards national plan, which today gives them no time, space and advancement to engage in the global discourse of labeling a status of Social Science or Natural Science oriented researches and researchers are given much value.

Introduction

Academia is busy with the contemporary discussion of how significantly measurable contribution Social Science and Humanities are making for global research. This discussion might be a bit premature for some parts of the world as it might have to go a bit lower and assess how the research itself is significantly taking place so as to share a profound insight on the different research areas. In this short article the writer intends to illustrate how important the global discussion is but also how far it is from being the priority in some parts, specifically in Somaliland context.

The inherent difference between social science and natural science research has been a blocking thought in relation to 'either of the two' than having an equilibrium of focusing on both as a complementary system of addressing changes in the world. It will not be necessary to have a definition of research here but it is quite obvious that the intention of research is to bring an ease of understanding to *what has happened, what is going on* and be able to have an educated guess of the future prediction. That is where the difference in entry and exit point of the two disciplines comes to competition than collaboration.

This structuring arises from epistemological assumptions about the underlying permanence of the natural world and the role of science in uncovering its fundamental order and properties. This is in line with what Sousa (2010b) stated that any research inevitably builds on a particular ontology (i.e., how the world is), epistemology (i.e., how the world can be known), methodology (i.e., what methods to use in the world's inquiry),

and etiology (i.e., what are the world's underlying causes). Accordingly, every scholar and researcher hold to diverse extents those assumptions, thus embracing a distinct metatheory or "philosophy of science." Scholars and researchers should make metatheoretical commitments unambiguous, if not explicit. Questions set forth and objectives aimed for in research and foremost findings (both theoretical contributions and managerial implications) pointed out by scholars and researchers are all likely to differ according to metatheoretical points of departure.

In clearing ambiguities social scholars and researchers adopt often implicitly one of three (mutually exclusive) metatheories (Fleetwood, 2005): "positivism," "post-modernism," or "critical realism." Whereas positivists see the social world as a closed system wherein cause-effect relations can be readily observed or experienced, post-modernists' diametrical viewpoint is that the social world is fully socially constructed by humankind. For critical realists, the social world is an open system whose existence is largely independent of any knowledge one may have or develop and social science should be critical concerning the social world that aims to tentatively describe and explain.

While the impermanence of the social world has always put the social sciences on shakier foundations, twenty-first century concerns about the instability of the natural world pose different epistemological assumptions that calls on a more equal, immediate and intense interaction between field and intervention oriented social and natural scientists.

Practically speaking main expectation from research is its impact. Despite the uncertainties related to properly defining social impact, there is general agreement in the literature that social impact is the change or the influence that research can have on society. The most debated problem is how this change takes place. In these aspects the literature on STEM highlights a variety of processes that research outputs follow before they can produce an impact on society. For instance, in Australia's Research Quality Framework, definitions of research impact were co-produced with the research community and were defined as '*adding to the social, economic, natural, and cultural capital of the nation*' (Donovan 2008: 54).

Unfortunately, only the definition can be shared to the context of Somaliland as this narration counter challenge for preferring natural or social science research and what is social impact of research is not a contemporary priority. Rather, the most compelling question will be how is the education system structured in terms of policy direction towards Science and Social Science streams? Who owns the academic space and how is it shaping the platform for research and practical knowledge production? To this end, it will be very difficult to get a straight forward answer as the fact on the ground is that the defaulted ministry of education is still in a very weak position and can be stated as it is there as a structural unit with once in a year assessment of existing academic institutions which are 85% and above franchised institution from regional countries than the national institutions. According to the Somaliland National Development Plan II and report from Ministry of education in 2017, there are more than 27 Higher Education Institutions in Somaliland out of which only seven are national. In addition to this, there is no national academic curriculum that serves as a baseline for supervising or holding accountable institutions working in the nation regarding quality and relevance of academic field of studies they offer. This is to mean that a nation has to have educational policy that is in line with the national development plan which has to be developed by consultation of national development planning team and key stakeholders in the area of education that incorporates education experts, instructors, students, parents and any other education oriented supporting organizations. The inclusion of these stakeholders sets a better foundation for the educational policy relevance as they constitute as a reflection of what the society is and aspires to be. May be this is diverting the initial point of the article but how can one talk about the research area focus be it social or natural science and try to investigate if any of the two is getting prominence and support in the national academic system.

Policy Direction

One source of understanding for the status of research area preference is on the bases of the policy direction a nation follows. In this regard education is stated as top priority in the vision 2030¹ of Somaliland under the 4th pillar of the Vision as part of social developments. Facts and figures from 2010 and onwards indicate increase in number of academic institutions, academic field of studies and graduate level of education as most of the Higher Education Institutions are offering second degree level recently. One might get deceived with this increase in number but the real impact in attaining the desired objectives of education doesn't

go along with that increasing trend. If it is any indicator, it is true that the number of institutions has increased from 16 in 2014 to 27 in 2017, the number of graduates per year also has increased from 1440 to 6064 too. In terms of area of study, the Business and Social Science makes the largest part as in 2014 as around 2136 students graduated. Study areas in technology specially ICT has also shown increase in interest as 1886 had their BSc in it. (Ministry of National Planning Report 2015).

In many countries there is a target quota system to indicate the preference of area of study as per the decision of relevance to the national development plan. For example, in Ethiopia the education policy has clearly stipulated that the ratio for the Social Science and Natural science is shared in 30:70 the later being for the natural science. This is in justification with the desire the country has to shift from the agricultural to industry led economy and infrastructural development is given a higher expectation to make this transfer. Here in Somaliland however, it seems there is no clear policy direction pertaining to this. Hence, one has to follow the trend as an observational process where by the social sciences are the more active and viable academic departments which intern also indicates research direction lined up with it. TVET is also emerging as an alternative education and job opportunity system since unemployment is a major issue in the nation. Referring to the national development plan II, it has stated a point of interest that research has to be part and parcel of the higher education institutions mandate with specific interest on Climate Change research. This is understandable owing it to the fact that the nation is under a continuous drought risk.

Focus area of the contemporary Research Works

As a state emerged out of a civil war in the past two decades, it is quite expected to see research areas continuously trying to make sense of this status and changes followed from it. Accordingly, Social science research seem to be enjoying its time here in Somaliland by Somalilanders as well as the international research directed to Somaliland where researchers are more targeting the social, political and economic aspects than that of natural science domain. A major point again however is that of knowledge production within the nation in aspiration for policy implication? Or is this just a mere fulfillment of the academic expectation for graduation? My experience as a leader of the graduate studies to one of the biggest private university in Somaliland and

Unfortunately, only the definition can be shared to the context of Somaliland as this narration counter challenge for preferring natural or social science research and what is social impact of research is not a contemporary priority.

Next p.10

**Alain GASCON**

Professeur émérite des universités
Institut français de géopolitique
Université Paris 8
Ancien chargé de cours à l'INALCO

*Le
déferlement
des ONG,
notamment,
se traduit
par la
constitution
d'un
abondant
corpus
d'études, de
rapports, de
mémoires (et
même de
romans),
souvent
difficiles à
interpréter,
tant
l'empathie
des auteurs
est grande.*

Corne de l'Afrique : la recherche scientifique durant la période des troubles (1975 - 2012)

Quelques réflexions préalables...

Si l'on considère l'ensemble des travaux publiés (dans les revues « académiques » et les autres) et des congrès et colloques tenus¹, on ne peut parler d'une interruption des recherches, même pendant les périodes d'instabilité, tout au plus d'un ralentissement mais bien plutôt d'une production diversifiée et émiettée avec laquelle il faut faire son miel. On ne peut généraliser la séquence française marquée par le renouvellement particulièrement laborieux des générations de chercheurs. En effet, les « points forts » des études éthiopiennes « à la française » (archéologie, paléontologie, « orientalisme ») pâtirent des rivalités qui affaiblirent des institutions (INALCO, EPHE)² engagées, de plus, sur des terrains exposés à la violence (Nord, Afar). Aux Langues O' jusqu'en 2000, l'enseignement de l'amharique demeura inchangé, on échoua à y enseigner l'oromifaa et le somali en disparut en 1990³. L'indépendance de Djibouti avait d'ailleurs entraîné l'extinction de la revue *Pount* jusqu'à sa reparture, en 2007 à l'INALCO, sous la direction d'A. Rouaud. À la faveur du changement de régime en 1991 et près de 15 ans d'inaction, la Section française d'archéologie se mua, sous la direction de J. Bureau juriste en anthropologue, en Maison des études éthiopiennes (MEE), renommée Centre français des études éthiopiennes (CFEE) par ses successeurs, historiens et anthropologues. Plutôt centre au service des chercheurs que centre de recherche, le CFEE est à l'origine du retour des chercheurs français et francophones d'abord en Éthiopie. À la suite d'accords avec les services culturels des ambassades à Djibouti et à Juba, mais pas à Asmara, tension internationale oblige, il étend son action à la Corne. Mais, entretemps, la recherche parle et écrit en anglais.

Rappelons que les troubles survenus dans la Corne, du milieu des années 1970 au milieu des années 1990, ne se sont pas déroulés suivant la même chronologie selon les États et selon les régions à l'intérieur de ces États. Ainsi, l'Érythrée et le Tigray ont-ils été fermés à l'ensemble des chercheurs pour des raisons de sécurité à partir des années 1975, mais furent accessibles à d'autres regards au gré de la conjoncture politique et du retour périodique des crises de subsistance. Humanitaires, praticiens du développement et aussi, de façon limitée, journalistes furent invités à secourir les populations et, parfois, à partager le sort des maquisards et à faire connaître leur cause. En

Somalie, la situation ne se dégrada vraiment qu'au milieu des années 1980 alors que Djibouti demeura un havre de paix, dans l'« œil du cyclone » jusqu'en 1991 ! Le déferlement des ONG, notamment, se traduit par la constitution d'un abondant corpus d'études, de rapports, de mémoires (et même de romans), souvent difficiles à interpréter, tant l'empathie des auteurs est grande. Ces reportages et cette « littérature grise » de langue anglaise, financement international oblige, qui atteignirent les Conférences des études éthiopiennes dès 1984, n'en sont jamais repartis. Les thématiques de l'aide d'urgence, du développement, des transferts de population, des réfugiés, des migrations prirent une importance grandissante comme on l'a encore constaté dans les communications présentées aux dernières conférences (Addis Abäba 2009, Dirré Dawa 2012).

Avec la fermeture du Nord, riche en sites archéologiques, en monastères, en manuscrits et en églises hypogées, les chercheurs éthiopiens se dirigèrent alors vers le Sud et les périphéries demeurées, la plupart du temps, sous le contrôle du gouvernement central d'Addis Abäba. Ce mouvement vers des terrains nouveaux, qui accompagne, en Éthiopie, le glissement séculaire du pouvoir vers le Sud, fut également le résultat de la conjoncture politique révolutionnaire. Des milliers d'étudiants et d'élèves furent envoyés dans les campagnes pour y appliquer la réforme agraire, décrétée tant en Éthiopie qu'en Somalie, pour y expliquer la révolution et s'y ressourcer auprès de la culture « populaire ». Pour ce faire, Siyaad Barre fit appel à l'autorité de linguistes et d'anthropologues britanniques afin d'écrire le somali en caractères latins. En Éthiopie, on relut alors les travaux de sciences sociales (histoire orale et locale, anthropologie, linguistique) entamés au Sud dans les années 1960, le plus souvent par des étrangers. Dans un contexte « marxiste », ils servirent de caution « scientifique » aux revendications identitaires nationales et régionales afin de fonder ou de repousser les revendications séparatistes portées par les fronts de libération qui surgissaient partout. On débattit, et on se bat encore, pour choisir soit les caractères arabes, soit l'alphabet latin, soit le syllabaire guèze afin d'écrire les langues promues au rang d'idiome national ou régional. Concrètement aux études éthiopiennes, et sur leur modèle, se créèrent les études somaliennes, oromo, afar, érythréennes. En Europe et aux

États-Unis, se constituèrent des sociétés d'études, annexes culturelles des délégations des fronts séparatistes, soutenues par les diasporas. Seuls, à ma connaissance, les *somalisants* se réunirent en congrès international en Allemagne, mais, maintenant, des chercheurs/militants se revendiquent *afarisants*, *oromisants*, *érythréisants*.

Les étudiants et les intellectuels furent à la fois les acteurs et les cibles des affrontements politiques et durent s'enfuir afin d'échapper à la tourmente révolutionnaire dans la Corne. Alors que leurs compatriotes franchissaient les frontières et s'entassaient dans les camps au Soudan, au Kenya, au Yémen et même, pour les Somaliens et les Érythréens, en Éthiopie, eux, munis de leurs diplômes précédemment acquis, puis confirmés en Europe ou aux États-Unis, s'efforçaient d'y rejoindre les diasporas déjà constituées. Au lieu d'y ouvrir des restaurants ou après les avoir ouverts, les plus chanceux, les mieux informés ou les plus capables d'entre eux gagnèrent les campus universitaires. Dans les colloques et les conférences et parmi les auteurs d'articles et d'ouvrages traitant de la Corne de l'Afrique, on remarque de nombreux Éthiopiens, Érythréens, Somaliens qui enseignent aux États-Unis, en Suède, en Allemagne, au Royaume-Uni, en Italie et... en France. Ils sont également à l'origine de la profonde transformation du regard et de la thématique des chercheurs qui travaillent dans la Corne. La rédaction de l'*Encyclopaedia Aethiopica*, publiée par le *Hiob Ludolf Zentrum für Äthiopistik* à Hambourg, est, certes, dirigée et coordonnée par une équipe allemande mais qui a très largement puisé dans le vivier des spécialistes d'Europe de l'Est où l'Université était en jachère. La liste des contributeurs de l'Encyclopédie révèle combien les études éthiopiennes et les études de la Corne de l'Afrique sont devenues une affaire internationale : elles se mondialisent !

Les dictatures, les combats, les révolutions, les guerres civiles, les disettes, les déplacements forcés, qui ont sévi et qui sévissent encore dans la Corne de l'Afrique et qui ont, dans un premier temps éloigné les chercheurs et tari la recherche, ont contribué, paradoxalement, à la connaissance des peuples, des cultures et des territoires. Dans le volume, en constante augmentation, de ce qui est écrit, publié, photographié ou filmé par les « spécialistes », les non-spécialistes, les amateurs, il y a parfois le pire et le meilleur et souvent de précieux renseignements, ne fût-ce que sur les représentations sociales de leurs auteurs. Quelques paradoxes supplémentaires pour non pas en terminer avec la Corne, mais pour continuer à l'étudier. Alors qu'il y a 20 ans, on voyait, en Asie et en Europe, se fracturer les empires et les États « multinationaux », le seul État « ethniquement

homogène » (sic.) d'Afrique subsaharienne, la Somalie, se divisait selon la limite héritée du partage colonial. L'indépendance, rejetée, du Somaliland et celle, reconnue, de l'Érythrée, deux États nés de la colonisation, remettent en question le quasi-dogme de la « malédiction des frontières africaines » (Pourtier). Quand Djibouti devint indépendant en 1977, on s'attendait à ce que l'ex-comptoir colonial, fracturé suivant les clivages « ethniques », fût absorbé par ses voisins. Dans un domaine également très sensible, la Corne de l'Afrique, comme dans l'ensemble de l'Afrique subsaharienne, connaît une progression continue du recrutement des « nouvelles » églises pentecôtistes. Leur prosélytisme est particulièrement efficace en Éthiopie⁴ auprès des populations périphériques tardivement soumises à l'influence l'Église *tāwahedo* (monophysite) et y remet en question le *modus vivendi* entre christianisme et islam. Enfin, accouchés dans la douleur au prix de longues et implacables luttes internes et externes, les régimes au pouvoir à Asmara et Addis Abäba se sont engagés dans des politiques de développement tout à fait opposées. Enfermée dans ses frontières, l'Érythrée ne compte que sur ses « propres forces » et... celles de sa diaspora régulièrement mises à contribution. Le Somaliland, privé de reconnaissance internationale et donc de crédits, n'a-t-il pas réussi sa reconstruction avec le concours de sa seule population, aidée des migrants, tout en organisant, toutefois, des élections « libres », inconnues en Érythrée. Depuis 2000 au contraire, l'Éthiopie concède de vastes fermes aux investisseurs agro-industriels asiatiques et lance un programme ambitieux - démesuré selon l'opposition - de construction de grands barrages qui la placeront en position « hydrohégémonique » (Blanchon) en Afrique du Nord-Est.

À l'issue de ces réflexions, j'ai senti monter imperceptiblement l'écho d'un reproche : le péché mortel d'exceptionnalisme ! D'après les africanistes de tout poil les *éthiopisants*, *somalisants*, *oromisants* et autres « cornistes » en porteraient la macule. Cette inclination, née de la classique empathie de tout chercheur avec son terrain, peut être rectifiée lorsqu'on franchit les frontières et la mer Rouge et qu'on s'aventure dans l'océan Indien. Il est vrai que cette région de l'Afrique, qui repoussa la colonisation et la maintint à ses périphéries, est moins marquée par la fameuse coupure coloniale et échappe, quoi qu'en pensent les médias au découpage commode entre francophones, anglophones et lusophones... Plus qu'ailleurs en effet, si l'on ne se contente pas de coups d'œil superficiels, il faut se frotter à des traits culturels, à des langues et des civilisations autochtones vivantes et dynamiques qui

La liste des contributeurs de l'Encyclopédie révèle combien les études éthiopiennes et les études de la Corne de l'Afrique sont devenues une affaire internationale : elles se mondialisent !

Suite p.11

Next p.7 - Catching up to the global argument of research area preference: Somaliland

*Somaliland
is still a base
for social
science
research that
could create
a space for
the natural
science
investigation
later on.*

also as a coordinator of the Academic Dialog in Hargeysa (ADIH) platform, the researchers are far away from coming up with a well structured contributing research other than the confirmation for graduation. Redundancy of research topics and ill stated methodological approach defines most of the 'researches'. For instance, the most researched topic in Somaliland is the recognition quest of the nation. It is true this is a key pillar for the state and finding academically well-grounded solutions and explanations will significantly assist policy makers and Ministry of Foreign Affairs and International Cooperation in having strategies built on core findings of properly conducted research. Unfortunately, mostly the studies are circling around on areas that has been said again and again rather than coming up with a new perspective.

Even though the main responsible institution for research and publications are Higher Education institutions as they are endowed with the three mandates; teaching, research and publication and Community service, there are research institutions independently working on areas of their interest. Sad to say that some strong research institutions such as SORADI and Academic for Peace and Development studies which had a well presented academic publications are less functional currently, there are other institutions operating in Somaliland still with much focus on social science field of study. The Observatory for Conflict and Violence Prevention (OCVP) can be stated as one strong institution at the time being.

That is why at this point of discussion Somaliland is far away from the contemporary global discussion initiated by prominent social science researchers who felt that their research is down looked, underfunded and considered irrelevant is not a point of dwelling here. If pressed to be talked, it could be said that Somaliland is still a base for social science research that could create a space for the natural science investigation later on. For sure days will come where the two field of studies compete and the researchers in one of the two feels like second toughed but as has been said by the UK Commission on the Social Sciences (2003, p. 29):

'The role of social sciences as a back-end fix to the problems arising from new scientific development can be parodied by 'we have invented this, now find a market for it' or 'we have invented this but it has a few unfortunate side effects. How do we get people to accept it?'

Could be a way to have a collaborative equilibrium of valuing both inquiries in equal status. much more significantly, the core discussion on this side of the world shall be on how to improve the research process in assuring attainment of social impact of research works as it is supposed to have in social, political and economic development in the nation.

TirsitYETBAREK
Adams University of Hargeysa

References

Claire Donovan (2008). *The Australian Research Quality Framework: A live experiment in capturing the social, economic, environmental, and cultural returns of publicly funded research*. Volume 2008, Issue 118, Special Issue: Reforming the Evaluation of Research. summer 2008 pages 47-60.

Filipe J. Sousa (2010). *Organizational Culture, Business-to-Business Relationships, and Interfirm Networks Advances in Business Marketing and Purchasing*, Volume 16, 455-50 Copyright r 2010 by Emerald Group Publishing Limited All rights of reproduction in any form reserved ISSN:1069-0964/ doi:10.1108/S1069-0964(2010)0000016012 available at: <http://www3.uma.pt/filipejmsousa/Sousa.%202010b.pdf>

Fleetwood, S. (2005). *Ontology in organization and management studies: A critical realist perspective*. *Organization*, 12(2), 197-222.

Somaliland development plan vision 2030 available at: <http://www.slforeign.com/assets/somaliland-vision-2030.pdf>

¹This vision was set in 2011 available at <http://www.slforeign.com/assets/somaliland-vision-2030.pdf>

Suite p.9 - La recherche scientifique dans la Corne de l'Afrique pendant les troubles (1975 - 2012)

sont désormais enseignées de façon renouvelée à l'INALCO réuni⁵. On pourrait facilement retourner le reproche d'exceptionnalité de la Corne, et principalement de l'Éthiopie, et montrer que c'est une construction d'observateurs pressés et donc peu soucieux de prendre le temps de se familiariser avec des langues africaines à l'apprentissage ingrat.

En conséquence, je signe toujours ce que j'écrivais, il y a 15 ans, avec M. Djama : « Il n'est que d'espérer alors que la Corne de l'Afrique, jusque-là lieu privilégié d'observation des situations de crise, ou laboratoire de l'ingérence politico-humanitaire, s'ouvre à une science sociale des états de paix⁶. »

En charge du panel « Périphéries » à la 18^e Conférence internationale des études éthiopiennes (2012), je propose, dans la continuité, une intervention sur ces territoires « flous, inoccupés, vierges, vides » (sic.) où, immanquablement, s'installeront, à la suite des grandes concessions (IDE) et des grands barrages, des noyaux de peuplement de sédentaires venus des hautes terres et/ou de l'étranger (Inde, Chine). Des projets de déplacements à grande échelle et « volontaires » affectent, d'ores et déjà, les agro-éleveurs et les éleveurs des périphéries éthiopiennes alors qu'administration et seigneurs de la guerre s'affrontent dans la Jasiira somalienne et au Sud-Soudan pour mettre la main sur la terre et ses ressources. Des chercheurs éthiopiens et européens se tournent vers ces territoires, une « nouvelle frontière » en Éthiopie et dans la Corne.

Alain GASCON
Professeur émérite
Université de Paris 8

BIOGRAPHIE

Alain GASCON : Professeur émérite des universités.

- Institut français de géopolitique (IFG)- Université Paris 8. Centre de recherches et d'analyses géopolitiques (CRAG) EA 353.
- Ancien chargé de cours à l'INALCO
- Coresponsable du séminaire d'initiation aux études africaines (EHESS 1994-2007)
- Gastprofessor Job LudolfStiftung Asien u. Afrika Institut UniversitätHamburg (2005)

- Études de géographie à Paris-Sorbonne. Thèse de 3^e cycle dirigée par G. Sautter (Paris 1) et HDR par R. Pourtier (Paris 1). Diplômes d'amharique (éthiopien) et de somali de l'INALCO.
- Géographie culturelle et politique et géopolitique des transformations démographiques, identitaires, politiques et économiques en Éthiopie et dans la Corne de l'Afrique.
- Membre de la rédaction des Cahiers d'études africaines (EHESS) et de *Pount* (INALCO)



IRICA

¹Entre 1977 et 1991, 7 Conférences internationales des études éthiopiennes ont eu lieu (2 en Éthiopie)._____

²Pour plus ample détail, voir mon article : « Une « Afrique fantôme » ? L'Éthiopie, les études éthiopiennes et la Corne de l'Afrique dans les *Cahiers d'études africaines* », *Cahiers d'études africaines*, « 50 ans », 198-199-200, 2010 (2-3-4), pp. 581-594.

³Entre 1970 et 2010, les enseignements de l'INALCO furent dispersés entre une dizaine de sites à Paris et en banlieue.

⁴En 2007, le recensement comptait 18 % de « protestants », toute obédience confondue, contre 10 % en 1994.

⁵Cf. le Colloque international sur l'enseignement des langues éthiopiennes organisé à l'INALCO, en janvier 2010, par Delombera Negga et Alain Rouaud.

⁶« Présentation », *Cahiers d'études africaines*, xxxvii (2) 146, « La Corne dans tous ses états », 1997, p. 279.

*Il n'est que
d'espérer alors
que la Corne de
l'Afrique,
jusque-là lieu
privilégié
d'observation
des situations
de crise, ou
laboratoire de
l'ingérence
politico-
humanitaire,
s'ouvre à une
science sociale
des états de
paix*



**Tamer
ABD ELKREEM**

Lecturer, Sociology and
Social Anthropology
University of Khartoum

*The paper
argues that
the potential
role of social
science in
general and
Anthropolog
y in
particular is
marginalized
because of
powerful
actors' quest
for
simplicity.*

Quest for simplicity and marginalization of Social Science's potentiality (Sudan)

The paper argues that the potential role of social science in general and Anthropology in particular is marginalized because of powerful actors' quest for simplicity. Taking the social seriously brings complexity, specificity, multi-dimensionality and dynamic processes and other characteristics that are integral part of the social aspect. However, considering these complexities seems to be going against the ruling elites' aspirations to implement their narrowly defined and exclusionist visions and plans of development. Taking the example of Dams Implementation Unit (DIU) from Sudan, the paper tries to shed light on how social scientists and research institutions engage with quest for simplicity from above and complexity of the ground and what has that impacted on higher education's contribution in the development of postcolonial Africa. The question is: what happens when scholars who have been trained to explore the complex socio-cultural aspects of development are told that their accounts are too complex to be implementable? This question connects the role of higher education with the research policy nexus and generally it is about knowledge/power regimes which should be considered in serious analysis of the situation.

There is an African proverb which says "if you want to go fast go alone and if you want to go far go with others". It seems to me that most post-colonial African state/ruling elites have chosen to go fast and downplayed even justified the value of going together in an inclusive manner. The option "i.e. going alone and fast" adopted by the ruling elites is manifested in many aspects, the authoritarian ways of governing the state and its "developmental projects", the idea of "we need to catch up" to justify their repressive and exclusionist way of implementing their developmentalist strategy. The most important manifestation of this option is their avoidance of the socio-cultural complexity of the contexts in which they are working, this avoidance unburdens from huge responsibilities and makes their visions looks more implementable, on semi-empty grounds. The ground looks empty because they are acting from their superior poisons they resist to go down (both in epistemic and bureaucratic sense) and see what is there. The social scientist who are working on the ground and try to show them that the ground is neither empty nor ignorable are ignored in this developmentalist quest for simplicity. These are the claims I make to answer why and how social sciences are marginalized and will try to substantiate with

examples from a case I have closely observed in Sudan.

Depending on observation generated from 15 months of field work on controversial proposed dam in northern Sudan, this paper argues that the authoritarian and paternalistic cosmology of power and techno-scientific reductionism are mutually attracted to each other's and marginalizes serious social sciences. This combination of state that does not engage its communities and techno-scientific out look that does not take the socio-cultural contexts seriously is what makes dams regime in Sudan more violent. Anthropology as one of the most context oriented, and being interested in socio-cultural complexities does not seem to fit this hegemonic quest for simplicity. Any anthropologist who takes his/her subject seriously finds him/herself at odd with this hegemonic developmental paradigm.

Sudanese Dams Implementation Unit (DIU): The role of social scientists

The most powerful and resourceful bureaucratic unit of Dams implementation serves as a very good example to substantiate the above arguments for several reasons:

First: Dams as mega projects (Askoury Verhoeven) involves many disciplines such as engineering, geology, economic and other social science like anthropology to study the social conditions the affected communities. Thus, it represents a case where we can clearly evaluate the contribution and the weight of the social science in development projects.

Second: Multi-billion dollars have been spent on this unit according to a grand politico-investment strategy in post-2005 Sudan. The DIU became politically and economically the most powerful and resourceful institution in post-2005 Sudan and embarked on the most ambitious grand-development strategy to triple the electricity production in Sudan. Hydro-power as, argued by the proponents of this dams regime, the cheapest source of energy, is hoped to unleash the industrialisation and all sections of production in Sudan, extend the potentials of agricultural production with over ten million acres, entice international investors and develop the infrastructure through 'dams-associated projects', tapping into Sudan's share of the Nile water that belongs to the country since the Nile Water Agreement of 1959 but has never been fully utilised.

Only the Merowe dam (one among other 7 planned dams) consumed 40% government public spending between 2006-2008. This clearly tells the magnitude of the project hence justify the selection of this unit as an example to reflect of the position of social sciences.

What concerns us here is the role of social sciences and scientists in this enormous Sudan dams' regime. The over empowered DIU leader, who himself is college drop-out engineer, was exempted from Sudan's Civil Servant's Law to hand-pick his employees. Knowledge production within this unit became dominated with engineering world view as we see in the following quotation from DIU website:

In its quest for producing high-quality work of international standards, the Dams Implementation Unit sought the assistance of many local and international experts and professionals in different fields. To make use of their expertise, the unit has formed three specialized committees, namely, The Technical and Consultancy Higher Committee¹, The International Experts Committee and the Scientific Committee for the Documentation of the History of the Affected Areas.²

It is only the third committee which employs social scientists as the first and the second committees are mainly engineers and other "hard sciences". Marginalization of social sciences is apparent when we unpack the mandate given to the last committee "i.e. documentation of the history of the affected communities". The mandate shows great insensitivity of the bureaucrats to socio-cultural complexities of the affected communities. Local communities livelihoods, the connectedness to their home, sentiments, aspirations to participate in a project which will greatly affect their life, they evaluate the project, their properties and their ways of life has been reduced and simplified to sheer history to be documented. Though well respected Sudanese social scientists are included in this committee, they are not only quantitatively underrepresented but also qualitatively incapacitated from fully contributing to the planning. The frame work with in which these scholars have accepted to work confirms the epistemic reductionism (Shiva) that reduces local socio-cultural arrangements as dead is history not to be learned from but to be documented and archived. As if social science has nothing to offer except documentation of modes of life that will soon disappear under the reservoir of the dam. This engineering frame work is so arrogant toward the affected communities and social sciences to the extent that the moment they have finished planning on their blank sheets what they have planned is immediately perceived as "the present" even before they implement it. On the other hand the present life of the local communities is treated as history to be documented (i.e.

not studied as reality to be considered and engaged with in their planning).

Intriguingly, almost all social scientists recruited for this mission of simplification have accepted to work within this frame work and having read all their disseminated work I comfortably argue that they have not gone beyond the mandate. Some of them even allowed the DIU to intervene in their methodology, for instance the head of a committee which conducted feasibility studies stated that " We were asked by the DIU to remove the question about locals attitudes from our questionnaire. DIU argued that it might be a provocative question". But the point here is that locals attitude does not matter it had already been considered a dead history.

From the above example we can draw two ways in which the social science can be marginalized in this hegemonic quest for simplicity. Social scientists facing this quest take two positions or something in between. They either maintaining a level of reductionism and compromising their methods, fields and theories to remain relevant or do justice to the complexities of the context and be side-lined by the planners. In both cases it is not difficult to see how the potentiality of the social sciences are marginalized by the developmentalists.

Tamer ABD ELKREEM
University of Khartoum



IRICA

The mandate shows great insensitivity of the bureaucrats to socio-cultural complexities of the affected communities.

Meron Zeleke
Addis Ababa university

L'avenir incertain des sciences sociales dans l'actuel Corne de l'Afrique

D'une manière générale, le public et l'État Kenyans semblent accorder une grande importance aux disciplines scientifiques et à la

Dans le monde actuel, il est devenu la nouvelle norme de constater une tendance à sous-évaluer et / ou à remettre en question les contributions scientifiques des spécialistes des sciences sociales au bien-être général du monde, notamment par rapport à l'attention qui est accordée à STIM (Science, Technologie, Ingénierie, Mathématiques). Dans la plupart des pays du monde, l'accent est mis sur les sujets STEM décrits comme plus «tangibles, contribuant au développement du bien-être général de la société et ayant un effet instantané». Dans certaines circonstances, de telles tendances conduisent à délaisser la recherche en sciences sociales de la législation sur les politiques sociales et à s'appuyer plutôt sur des preuves anecdotiques pour éclairer les politiques cruciales. Au contraire, différentes facettes de la société sont au cœur des recherches en sciences sociales qui traitent des «grands défis» auxquels la société est confrontée dans le monde

contemporain. Cette tendance pose un grand danger, qui pourrait éventuellement conduire à une érosion du rôle des spécialistes des sciences sociales en tant que penseurs critiques et indépendants.

S'appuyant sur cette réalité qui se dévoile, ce numéro spécial de la Newsletter d'IRICA est consacré à la compréhension de la situation dans la Corne de l'Afrique en s'inspirant des expériences vécues par les pays de la Corne. Les questions auxquelles les articles présentés dans ce volume ont trait sont : quels sont les principaux défis auxquels les scientifiques des sciences sociales sont confrontés dans ces différents contextes? Pourquoi la politique nationale entrave-t-elle le développement des sciences sociales et comment? Quelle solution pouvons-nous envisager pour résoudre le problème?

Rédacteur Invité pour ce numéro spécial
Meron Zeleke (Maître de Conférences)

Hassan NDZOVU
Maître de conférences
en études religieuses
Moi University

Des disciplines ostracisées : Résilience des Sciences Sociales dans les Universités kenyanes malgré l'opposition de l'Etat

Le Kenya a connu une augmentation croissante de l'offre d'enseignement universitaire au cours des deux dernières décennies en raison de la création de nouvelles universités publiques et privées. La Loi de 2012 sur les universités, qui planifiait le développement de la formation universitaire, la création, l'accréditation et la gouvernance des universités, ne comptabilisait pas moins d'une trentaine d'universités publiques.

Selon un rapport de 2004 sur l'enseignement supérieur au Kenya, l'essor croissant de l'offre d'enseignement universitaire dans le pays est dû à la demande croissante d'enseignement supérieur et par conséquent au nombre de plus en plus important d'étudiants sortant des établissements secondaires (Development of Education in Kenya 2004). Avec de légères différences, toutes les universités publiques offrent des programmes de formation similaires dans les disciplines scientifiques et en sciences sociales. D'une manière générale, le public et l'État Kenyans semblent accorder une grande importance aux disciplines scientifiques et à la technologie, même si la réalité sur le terrain brosse un tableau différent. De nombreux étudiants qui s'inscrivent à l'université, en compagnie de leurs parents ou de leurs proches, préféreraient suivre des cours «monnayables» (sur le marché du travail) leur garantissant un emploi local ou un emploi à l'étranger après l'obtention de leur

diplôme universitaire. Cette notion de valeur marchande des filières de formation, par rapport à l'emploi, a pour conséquence de renvoyer les sciences humaines et sociales au rang des disciplines sans valeur économique. Dans une étude intitulée «l'état des sciences dans la formation dans les universités kényanes : pour une science de qualité », menée début 2017, respectivement 38% et 32% de l'échantillon ont indiqué que les disciplines scientifiques offraient un plus grand potentiel d'emplois que les sciences humaines et sociales (Wakaya 2017). Dans l'étude, la majorité des employés interrogés estimaient que le gouvernement devait investir massivement dans la formation scientifique en allouant davantage de fonds aux universités (Wanzala, 2017).

Cette attitude négative à l'égard des sciences humaines et des sciences sociales, malgré l'appui réduit du gouvernement aux universités publiques, a été exprimée publiquement en 2010 par le ministre de l'enseignement supérieur du Kenya.

Par le biais du ministère concerné, le gouvernement a par ailleurs laissé entendre qu'il envisageait à l'avenir de reconsidérer le financement des programmes des diplômes "non pertinents", affirmant ainsi que certains programmes universitaires (lire sciences sociales et sciences humaines) étaient

D'une manière générale, le public et l'État Kenyans semblent accorder une grande importance aux disciplines scientifiques et à la technologie, même si la réalité sur le terrain brosse un tableau différent.

Insignifiants pour le programme de développement du pays, une vision totalement rejetée par les professeurs d'université (Kigotho 2010). Dans la vision défendue par le gouvernement, les sciences humaines et sociales n'apportent aucune contribution vitale au développement économique. Ces points de vue reposaient sur la conviction que le pays ne serait en mesure de réaliser une expansion économique rapide et d'atteindre la Vision 2030 que s'il investissait massivement dans la science et l'innovation (Okoth 2010). La vision du Kenya à l'horizon 2030 est le plan de développement durable du pays. Elle repose sur trois aspects : économique, social et politique. Cette vision du développement prévoit de transformer le Kenya en un pays industrialisé à revenu intermédiaire offrant une qualité de vie élevée à tous ses citoyens d'ici 2030 (Kivati 2017). Pour atteindre ces objectifs précis, le gouvernement envisage d'investir davantage dans les sciences, en obligeant notamment les étudiants en sciences humaines et sociales à financer totalement leurs études universitaires. De toute évidence, le gouvernement kenyan semble remettre en question l'investissement de ses maigres ressources dans des disciplines considérées «(improductives)», les sciences humaines et sociales en l'occurrence. De tels points de vue semblent indiquer que le gouvernement accordera la priorité aux investissements dans les formations en sciences exactes, car ils sont liés aux objectifs de la Vision 2030.

Même si l'État reproche aux universités publiques d'offrir des programmes « non pertinents » depuis des décennies, il ne leur accorde que peu de moyens. En conséquence, les universités publiques se sont rebellées contre ce scénario en lançant des programmes de module II avec le soutien de fonds privés. Cette nouvelle donne a radicalement modifié le comportement institutionnel de l'enseignement supérieur au Kenya et dans l'ensemble de l'Afrique subsaharienne.

Bien qu'un grand nombre d'étudiants soit inscrit dans les universités publiques du pays, environ 35% sont des « étudiants privés » qui paient tous les frais relatifs à leurs études. Dans le secteur privé, la majorité des étudiants est inscrite en sciences humaines et sociales malgré l'attitude négative de l'État à l'égard de ces parcours (Kigotho 2010). En dépit du parti pris supposé de l'État, les universités à travers le pays préfèrent les sciences humaines et sociales aux cours de sciences exactes en raison des revenus qu'elles génèrent pour les institutions. Selon l'étude de 2017, la mise en place de cours en sciences humaines et sociales est toujours populaire dans les universités publiques, comme l'ont démontré l'Université de Nairobi avec 89 cours, l'Université Kenyatta

avec 88 cours et l'Université Moi avec 75 cours, entre autres (Wanzala 2017). Ce développement est en partie lié au capitalisme universitaire émergent, qui a « commercialisé » l'enseignement supérieur dans le pays, déterminant ainsi les programmes à enseigner (Kigotho 2010). Cette tendance a été interprétée comme un obstacle aux efforts du gouvernement pour promouvoir les formations en sciences, en vue de la réalisation de la Vision 2030.

C'est en raison de cette dévalorisation des formations en sciences humaines et sociales que les universités comptant le plus grand nombre de filières en sciences exactes occupent la tête du classement universitaire. En conséquence, le gouvernement du Kenya a déclaré qu'à compter de juillet 2017, le financement des universités serait en fonction des formations proposées, celles en sciences humaines et sociales bénéficiant d'un financement public inférieur. Cependant, les statistiques du ministère de l'éducation indiquent que seulement 22% environ des étudiants inscrits dans les universités suivent des programmes de formation en sciences exactes, les autres étant inscrits en sciences humaines et sociales (Wanzala 2017). Si la politique du gouvernement est adoptée, les universités devront faire face à une crise financière plus grande que celle qu'elles connaissaient jusque là. Autrement dit, les universités publiques doivent faire preuve de créativité et d'innovation pour élaborer des stratégies qui atténueront leur crise financière afin de permettre le bon fonctionnement des établissements et de garantir la qualité. Elles devraient donc explorer de nouvelles stratégies pour tirer des revenus des ressources disponibles et devenir autosuffisantes. Selon certains analystes, les universités publiques du Kenya n'ont pas pleinement tiré profit de leurs moyens pour générer des ressources financières, une situation qui doit être changée (Nyaundi et Rajab 2018).

Alors que se poursuit le débat sur les sciences humaines et sociales par rapport aux sciences exactes, la question suivante se pose : quel est le rôle de l'enseignement supérieur ? Selon certains analystes, le gouvernement du Kenya a eu tort d'insinuer que l'enseignement supérieur devrait être axé sur le marché de l'emploi (Okoth 2010). Outre la formation des étudiants pour le marché du travail, les universités sont un lieu de prédilection pour la recherche qui donne à leurs diplômés des compétences de créativité, d'innovation et de pensée critique. Il est vrai que de nombreuses personnes n'ont pas pu trouver un emploi dans les domaines étudiés à

*Si la politique
du gouvernement
est adoptée, les
universités
devront faire face
à une crise
financière plus
grande que celle
qu'elles
connaissaient
jusque là.*

Suite p.16

l'université, mais ont obtenu de très bons résultats dans les domaines où elles ont pu obtenir un emploi. Bien que les sociétés aient besoin d'experts en sciences exactes, elles ont également besoin de spécialistes qui comprennent l'être humain, sans le considérer comme un animal de laboratoire. Une société équilibrée doit s'efforcer de fusionner la capacité artistique avec la science, un défi de taille à relever. Il ne fait aucun doute que les

scientifiques ont besoin des connaissances des spécialistes des sciences sociales, et vice-versa, pour exploiter le pouvoir de transformation de la technologie (Bindra 2010).

HASSAN NDZOVU

Moi University, Kenya

TirsitYetbarek
Directrice des études
supérieures
Adams University of
Hargeysa

Retour sur l'idée d'une préférence d'un domaine de recherche : le Somaliland

Les milieux universitaires débattent actuellement de l'importance et de la réalité de la contribution des sciences humaines et sociales à la recherche mondiale. Ce débat est peut-être un peu prématuré dans certaines régions du monde dans la mesure où il y est plutôt nécessaire d'évaluer la façon dont la recherche elle-même s'y déroule et d'avoir un aperçu circonstancié des différents domaines de recherche présents. Dans ce court article, l'auteur entend illustrer l'importance de ce débat dans le monde, mais aussi montrer comment celui-ci est loin des préoccupations majeures dans certaines régions du monde, en particulier au Somaliland.

La différence entre la recherche en sciences sociales et la recherche en sciences exactes a été source de blocage, celui-ci étant fondé sur le principe que c'est « l'une ou l'autre » au lieu de trouver un équilibre entre les deux et une complémentarité pour faire face aux mutations du monde. Il n'est pas nécessaire de définir la recherche ici. Il nous suffise de rappeler que le but de celle-ci est de permettre une compréhension aisée de ce qui s'est passé, de ce qui se passe et de présager de ce qui se passera dans le futur, et cela de manière éclairée.

C'est là où se situe la différence de conception entre ces deux champs de la science qui s'opposent au lieu de se compléter. En raison de la flexibilité de ses méthodes de recherche, la généralisation moins importante de ses résultats et l'affirmation, de temps à autre, d'une subjectivité assumée face à la réalité supposée objective, la recherche en sciences sociales est moins bien classée que celle en sciences exactes, des sciences considérées comme mesurables, objectives et applicables à des contextes plus larges. Cette hiérarchie découle d'hypothèses épistémologiques sur la permanence sous-jacente du monde naturel et le rôle de la science dans la découverte de son ordre fondamental et de ses propriétés, alors que les mutations du monde social ont toujours placé les sciences sociales sur des fondements plus meubles. Les préoccupations

du XXI^e siècle concernant l'instabilité du monde naturel, soulèvent différentes hypothèses épistémologiques qui appellent une interaction plus égale, immédiate et intense entre le champ social et le domaine d'intervention des sciences naturelles.

Concrètement, ce que l'on attend de la recherche, c'est son impact. Malgré les incertitudes liées à la définition correcte de l'impact social, il est généralement admis dans la littérature que l'impact social est le changement ou l'influence que la recherche peut avoir sur la société. Le problème le plus débattu est la manière dont ce changement a lieu. Concernant ces aspects, la littérature sur les STIM (Science, Technologie, Ingénierie, Mathématiques) met en évidence une série de processus que les résultats de la recherche suivent avant de pouvoir avoir un impact sur la société. Par exemple, dans le Programme Cadre de la Qualité de la Recherche en Australie, des critères de l'impact de la recherche ont été coproduits avec le monde de la recherche. Ils sont définis comme des éléments « ajoutant au capital social, économique, naturel et culturel de la nation » (Donovan 2008: 54).

Malheureusement, seule la définition peut être partagée avec le contexte somalilandais, car la question de la préférence des sciences exactes ou sociales et de l'impact social de la recherche n'est pas une priorité à l'ordre du jour. La question la plus pertinente dans le contexte du Somaliland est plutôt de comprendre la façon dont le système éducatif est structuré à travers la politique d'orientation universitaire. Quel est le type de science qui domine l'espace académique et comment celui-ci façonne la recherche et la production de connaissances pratiques ? À cette question, il est très difficile de répondre de façon simple, car le ministère de l'éducation est toujours dans une position très fragile. Une unité représente, à travers son évaluation annuelle, les institutions académiques existantes qui sont, pour plus de 85%, des institutions

*Quel est le type
de science qui
domine l'espace
académique et
comment celui-
ci façonne la
recherche et la
production de
connaissances
pratiques ?*

délocalisées des pays de la région, et non des institutions nationales. Selon le Plan de développement national II du Somaliland et le rapport du ministère de l'Éducation en 2017, il existe plus de 27 établissements d'enseignement supérieur au Somaliland, dont sept seulement sont des établissements nationaux. En outre, aucun programme universitaire national ne sert de base à la supervision ou à la responsabilisation des institutions travaillant dans le pays pour ce qui concerne la qualité et la pertinence des études universitaires proposées. Mais cela dépasse l'objet initial de cet article. Dans ces conditions, comment peut-on parler de domaines de recherche, qu'il s'agisse des sciences sociales ou des sciences exactes et tenter d'étudier leur impact, sans s'intéresser à l'importance et au soutien que leur accorde le système universitaire national ?

Direction politique

L'un des moyens pour observer l'importance accordée à un domaine de recherche consiste à lire les orientations politiques suivies par un pays. À cet égard, l'éducation figure au premier rang des priorités de la vision 2030 du Somaliland. Cela est spécifié dans le 4ème axe de la vision concernant le développement social. Les faits et les chiffres à partir de 2010 indiquent une augmentation du nombre d'établissements, des filières universitaires et du niveau d'études supérieures, la plupart des établissements d'enseignement supérieur proposant depuis peu le deuxième niveau du cursus universitaire (Master).

On peut être induit en erreur par cette augmentation des chiffres, mais l'impact réel sur la réalisation des objectifs souhaités en matière d'éducation ne va pas de pair avec cette tendance à la hausse. Il est vrai que le nombre d'établissements est passé de 16 en 2014 à 27 en 2017, et le nombre de diplômés de 1440 à 6064. Concernant les domaines d'études, les sciences commerciales et sociales occupent une place prépondérante, avec en 2014, environ 2136 étudiants diplômés. Les domaines des études technologiques, en particulier les TIC ont également suscité un intérêt croissant, puisque 1886 élèves détenaient un baccalauréat dans ce domaine (Rapport du ministère de la Planification nationale, 2015).

Dans de nombreux pays, un système de quota-objectif indique la préférence du domaine d'études en fonction de la décision pertinente pour le plan de développement national. Par exemple, en Éthiopie, la politique en matière d'éducation stipule clairement que les ratios pour les sciences sociales

et les sciences exactes sont respectivement de 30% et 70%. Cela est justifié par le désir du pays de passer d'une économie axée sur l'agriculture à une économie axée sur l'industrie, et on attend à ce que le développement des infrastructures effectue ce transfert. Ici au Somaliland, il semble qu'il n'y ait pas d'orientation politique claire à ce sujet. Par conséquent, il faut suivre la tendance universitaire, en observant les départements universitaires où les sciences sociales sont les plus présentes et les plus viables, ce qui indique également l'orientation de la recherche qui y est associée. L'EFTP (Enseignement à la Formation Technique et Professionnelle) apparaît également comme un système alternatif de formation et de création d'emplois, le chômage étant un problème majeur dans le pays. En référence au plan de développement national II, il est indiqué que la recherche devrait faire partie intégrante du mandat des établissements d'enseignement supérieur, avec une insistance particulière pour la recherche sur le changement climatique. Cela est compréhensible dans la mesure où la nation est exposée à un risque continu de sécheresse.

Domaine de prédilection des travaux de recherche actuels

Lorsqu'un État sort d'une guerre civile, qui a duré deux décennies, on s'attend à voir se développer des domaines de recherche qui s'efforcent en permanence à donner un sens à cette situation et aux changements qui en découlent. En conséquence, au Somaliland, la recherche en sciences sociales semble profiter de cela, tant de la part des chercheurs somalilandais que des chercheurs internationaux s'intéressant au Somaliland, lesquels ciblent davantage les aspects sociaux, politiques et économiques que ceux relatifs aux sciences exactes.

Cependant, un autre point important est celui de la production des savoirs au sein de la nation qui aspire à une implication politique. Ou peut-être ne sont-elles que des recherches de circonstance qui n'ont pour visée académique que l'obtention d'un diplôme. Mon expérience en tant que responsable des études supérieures dans l'une des plus grandes universités privées du Somaliland et également en tant que coordinatrice de la plate-forme Academic Dialog in Hargeysa (ADIH), les chercheurs sont loin de proposer une recherche bien structurée, autre que celle demandée pour l'obtention d'un diplôme. Une redondance des thèmes de recherche et une approche méthodologique mal formulée caractérisent la plupart

En référence au plan de développement national II, il est indiqué que la recherche devait faire partie intégrante du mandat des établissements d'enseignement supérieur, avec une insistance particulière pour la recherche sur le changement climatique.

Suite p.18

Le sujet le plus étudié au Somaliland concerne « la recherche de la reconnaissance politique de la nation ». Il est vrai que c'est une priorité majeure pour l'État.

**Tamer
ABD ELKREEM**
Maître de conférences en
sociologie et anthropologie
Khartoum University

Il me semble que la plupart des élites africaines / dirigeantes post-coloniales africaines ont choisi d'aller vite et de minimiser la portée de leur action, justifiant ainsi la nécessité d'aller ensemble de manière inclusive pour aller loin.

des «recherches». Par exemple, le sujet le plus étudié au Somaliland concerne « la recherche de la reconnaissance politique de la nation ». Il est vrai que c'est une priorité majeure pour l'État. Trouver des solutions et des explications bien fondées aideraient les décideurs et le ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale à élaborer des stratégies reposant sur des résultats de recherche probants. Malheureusement, la plupart des études tournent autour de sujets qui ont été évoqués maintes et maintes fois, sans proposer de nouvelle perspective.

Même si la principale institution responsable de la recherche et des publications est l'Institut d'Enseignement Supérieur, doté des trois mandats : enseignement, recherche et publication et service communautaire, certains instituts de recherche travaillent de manière indépendante dans des domaines qui les intéressent. Malheureusement, certains instituts de recherche performants, tels que le SORADI et l'Academic for Peace and Development, dont les publications académiques sont bien représentées, sont actuellement moins fonctionnels. Il existe d'autres établissements opérant au Somaliland qui se concentrent beaucoup sur les sciences sociales. L'Observatoire pour la Prévention des Conflits et de la Violence (OCVP) peut être considéré comme une institution forte à l'heure actuelle. C'est pourquoi, à ce stade de la démonstration, le Somaliland est loin de la discussion mondiale contemporaine initiée par d'éminents chercheurs en sciences sociales qui ont

estimé que leurs recherches étaient sous-estimées, sous-financées et jugées non pertinentes. Si on doit en parler, on pourrait dire que le Somaliland est toujours un bastion pour la recherche en sciences sociales et pourrait créer ultérieurement un espace pour la recherche en sciences exactes. Il ne fait aucun doute que des jours viendront où les deux domaines d'études se concurrenceront et où les chercheurs de l'un des deux se sentiront considérés comme une seconde pensée, mais comme l'a dit la Commission britannique des sciences sociales (2003, p. 29):

« Le rôle des sciences sociales en tant que solution finale aux problèmes posés par le nouveau développement scientifique peut être parodié ainsi : "nous avons inventé ceci, trouvez maintenant un marché pour cela" ou "nous avons inventé ceci, mais il a quelques effets secondaires malheureux. Comment pouvons-nous amener les gens à les accepter ? »

Cela pourrait-il être le moyen d'avoir un rapport équilibré de collaboration, valorisant de façon égale et plus significative les deux domaines de recherche sus-mentionnés ? En tout état de cause, la discussion principale dans cette partie-ci du monde portera sur la manière d'améliorer la méthodologie de la recherche afin d'assurer un meilleur impact des travaux de recherche dans le développement social, politique et économique de la nation, comme c'est supposé être le cas.

Tirsit YETBAREK
Adams University of Hargeysa

Vers une simplification et une sous-estimation du potentiel des sciences sociale (Soudan)

L'article soutient que le rôle potentiel des sciences sociales en général et de l'anthropologie en particulier est marginalisé en raison de la quête de simplicité des grands acteurs. Prendre le social au sérieux apporte de la complexité, de la spécificité, de la multidimensionnalité, des processus dynamiques et d'autres caractéristiques qui font partie intégrante de l'aspect social. Cependant, prendre en compte ces complexités semble aller à l'encontre des aspirations des élites dirigeantes à mettre en œuvre leurs visions et leurs plans de développement définis de manière étroite et exclusive.

Prenant l'exemple de l'unité soudanaise de mise en œuvre des barrages (DIU), cet article tente de faire la lumière sur la manière dont les spécialistes des sciences sociales et les instituts de recherche s'engagent dans une simplification de la complexité du terrain et de ce qui a influé sur la contribution de l'enseignement supérieur au développement de

l'Afrique postcoloniale. La question qui se pose est la suivante : que se passera-t-il lorsque les chercheurs formés à explorer les aspects socioculturels complexes du développement se verront dire que leurs résultats sont trop complexes pour pouvoir être mis en œuvre ? Cette question relie le rôle de l'enseignement supérieur avec la politique de la recherche. Et d'une manière générale, ce sont les régimes de connaissance / pouvoir qui doivent être pris en compte dans une analyse sérieuse de la situation.

Il existe un proverbe africain qui dit : « Si tu veux aller vite, vas-y seul et si tu veux aller loin, va avec d'autres ». Il me semble que la plupart des élites africaines / dirigeantes post-coloniales ont choisi d'aller vite et de minimiser la portée de leur action, justifiant ainsi la nécessité d'aller ensemble de manière inclusive pour aller loin. L'option « i.e. aller seul et vite » adoptée par les élites dirigeantes se manifeste sous de nombreux

aspects, les façons autoritaires de gouverner l'État et ses « projets de développement », l'idée que « nous devons rattraper... » pour justifier leur façon répressive et **exclusive développementaliste**. La manifestation la plus importante de cette option est qu'ils évitent la complexité socioculturelle des contextes dans lesquels ils travaillent, pour éviter d'endosser ainsi d'énormes responsabilités et de faire croire leur vision plus concrète, dans un terrain aléatoire. La base semble vide, car ils agissent en raison de la pression toxique de leurs supérieurs, ils résistent à la défaillance (au sens épistémique et bureaucratique) mais voient ce qui est là. Les spécialistes des sciences sociales qui travaillent sur le terrain et essaient de leur montrer que la base n'est ni vide ni « ignorable » sont ignorés dans cette quête du développement fondée sur la simplification. Ce sont là les hypothèses que je formule pour expliquer pourquoi et comment les sciences sociales sont marginalisées et que je vais essayer de justifier à l'aide d'exemples tirés d'un cas que j'ai suivi de près au Soudan.

Selon une étude qui a donné lieu à 15 mois de travaux sur le terrain concernant un projet de barrage controversé dans le nord du Soudan, nous pouvons affirmer que la cosmologie autoritaire et paternaliste du pouvoir et le réductionnisme technoscientifique vont de pair pour marginaliser les sciences sociales sérieuses. Cette combinaison d'un État qui n'engage pas ses communautés et d'un regard techno-scientifique qui ne prend pas au sérieux les contextes socioculturels est ce qui rend le régime des barrages au Soudan plus violent. L'anthropologie, qui figure parmi les plus disciplines plus contextuelles et qui s'intéresse aux complexités socioculturelles, ne semble pas correspondre à cette quête hégémonique de la simplicité. Tout anthropologue prenant son sujet au sérieux se trouve en désaccord avec ce paradigme de développement hégémonique.

L'Unité soudanaise de mise en œuvre des barrages (DIU) : le rôle des spécialistes en sciences sociales

L'unité bureaucratique la plus puissante et la plus ingénieuse dans la mise en œuvre de Dams est un très bon exemple pour justifier les arguments ci-dessus pour plusieurs raisons : Premièrement : Les barrages en tant que méga projets (Askoury Verhoeven) font appel à de nombreuses disciplines telles que l'ingénierie, la géologie, les sciences économiques et autres sciences sociales, telles que l'anthropologie, pour étudier les conditions sociales des communautés touchées. Ainsi, cela représente un cas où nous pouvons clairement évaluer la contribution et le poids

des sciences sociales dans les projets de développement.

Deuxièmement : plusieurs milliards de dollars ont été dépensés pour cette unité, conformément à la stratégie d'investissement dans le secteur politique mis en place par le Soudan après 2005. Politiquement comme économiquement, la DIU est devenue l'institution la plus puissante et la plus ingénieuse du Soudan après 2005. Elle a lancé la stratégie de développement à grande échelle la plus ambitieuse, une stratégie visant à tripler la production d'électricité au Soudan. L'énergie hydroélectrique, qui, selon les partisans de ce régime de barrages, est la source d'énergie la moins chère, devait développer l'industrialisation et tous les secteurs de la production au Soudan, étendre les potentiels de production agricole, des infrastructures par le biais de «projets liés aux barrages» en exploitant la part du Soudan dans les eaux du Nil qui appartiennent au pays depuis l'Accord sur l'eau du Nil de 1959 mais n'a jamais été pleinement utilisée. Seul le barrage de Merowe (un sur 7 autres prévus) a absorbé 40% des dépenses publiques de l'État entre 2006 et 2008. Cela indique clairement l'ampleur du projet et justifie donc le choix de cette unité comme exemple pour refléter la position des sciences sociales dans le pays.

Ce qui nous préoccupe ici est le rôle des sciences sociales et des scientifiques dans le régime de cet énorme barrage soudanais. Le puissant dirigeant de la DIU, qui est lui-même ingénieur diplômé, a été exempté de la loi sur les fonctionnaires soudanais pour choisir ses employés. La production de connaissances au sein de cette unité qu'est la DIU est depuis dominée par la vision du monde de l'ingénierie, comme le montre la citation suivante tirée de son site Web: « Dans le but de produire un travail de qualité conforme aux normes internationales, l'Unité de mise en œuvre des barrages a sollicité l'aide de nombreux experts et professionnels locaux et internationaux dans différents domaines. Pour tirer parti de leur expertise, l'unité a mis en place trois comités spécialisés, à savoir le Comité supérieur des services techniques et de conseil, le Comité d'experts internationaux et le Comité scientifique pour la documentation sur l'histoire des zones touchées ».

Ce n'est que le troisième comité qui emploie des spécialistes des sciences sociales, le premier et le deuxième comités sont principalement composés d'ingénieurs et d'autres «sciences fondamentales».

Cette combinaison d'un État qui n'engage pas ses communautés et d'un regard techno-scientifique qui ne prend pas au sérieux les contextes socioculturels est ce qui rend le régime des barrages au Soudan plus violent.

Suite p.20

Ce cadre technique est si arrogant à l'égard des communautés et des sciences sociales touchées qu'il confond les plans avec la réalité elle-même.

La marginalisation des sciences sociales apparaît clairement lorsque nous décrivons le mandat confié au dernier comité «i.e. documentation de l'histoire des communautés touchées ». Le mandat montre une grande insensibilité des bureaucrates aux complexités socioculturelles des communautés touchées. Les moyens de subsistance des communautés locales, leurs liens avec leur espace, leurs sentiments, leurs aspirations à participer à un projet qui affectera grandement leur vie, leurs projets, leurs propriétés et leurs modes de vie ont été réduits et simplifiés pour devenir une simple histoire à documenter. Bien que des sociologues soudanais très respectés fassent partie de ce comité, ils sont non seulement sous-représentés quantitativement, mais aussi qualitativement car on ne leur donne pas la possibilité de contribuer pleinement à la planification. Le cadre dans lequel ces chercheurs ont accepté de travailler confirme le réductionnisme épistémique (Shiva) qui réduit les arrangements socioculturels locaux, car la mort est une histoire qui ne doit pas être apprise mais documentée et archivée comme si les sciences sociales n'avaient à offrir que la documentation de modes de vie qui disparaîtront bientôt sous le réservoir du barrage. Ce cadre technique est si arrogant à l'égard des communautés et des sciences sociales touchées qu'il confond les plans avec la réalité elle-même. Par ailleurs, la vie actuelle des communautés locales est traitée comme une histoire à documenter (c'est-à-dire non étudiée comme une réalité à prendre en compte dans leur planification).

Curieusement, presque tous les spécialistes des sciences sociales recrutés pour cette mission de simplification ont accepté de travailler dans ce cadre et après avoir vu tous leurs travaux diffusés, je comprends qu'ils ne sont pas allés au-delà du mandat (p. Ex. Certains d'entre eux ont même permis au DIU d'intervenir dans leur méthodologie, par exemple le responsable d'un comité qui a mené des études de faisabilité a déclaré : «Le DIU nous a demandé de supprimer de notre questionnaire la question concernant les attitudes des habitants. La DIU a soutenu que cette question pourrait être provocante ». Mais l'important, c'est que l'attitude de la population locale importe peu, elle avait déjà été considérée comme une histoire morte. À partir de l'exemple ci-dessus, nous pouvons dégager deux manières de marginaliser les sciences sociales dans cette quête hégémonique de la simplicité. Les spécialistes des sciences sociales confrontés à cette quête prennent deux positions ou quelque chose entre les deux. Ils maintiennent un niveau de réductionnisme et compromettent leurs méthodes, leurs domaines et leurs théories pour rester pertinents, ou rendent justice à la complexité du contexte et sont mis de côté par les planificateurs. Dans les deux cas, il n'est pas difficile de voir en quoi les potentialités des sciences sociales sont marginalisées par les développementalistes.

Tamer ABD ELKREEM
Khartum University

PUBLICATIONS RECENTES

How to Reduce the Unemployment and the Poverty in Djibouti: Another Alternative

Mohamed Elmi¹ & Ibrahim Robleh²

International Journal of Economics and Finance; Vol. 10, No.9; 2018

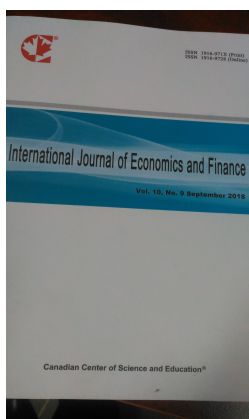
ISSN 1916-971X/ISSN 1916-9728

Published by Canadian Center of Science and Education

Le chômage et la pauvreté sont des maux existants partout dans le monde.

Pour les combattre, de nombreuses solutions ou encore des méthodologies diverses sont proposées dans la littérature. La République de Djibouti ne fait pas exception. Pour combattre le chômage et la pauvreté, le gouvernement djiboutien a pris plusieurs initiatives : (le Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté, DSRP, 2003; et l'Initiative Nationale de Développement Social, INDS, 2007; a créé des agences pour promouvoir l'entrepreneuriat.

Malgré ces mesures, le chômage et la pauvreté restent importants. Dans cet article, les auteurs proposent une méthode alternative dans la lutte contre ces maux : la classification des chômeurs, la création d'entreprises de services via la structuration de certaines branches de métier, la création d'industries de transformation. La méthodologie proposée permet clairement une réduction du taux de chômage de l'ordre de 6% et si on l'applique à l'ensemble des emplois informels, une réduction du taux du chômage de l'ordre de 20% à 25%.



Dr. Mohamed Elmi



Dr. Ibrahim Robleh

Scientific Research in the Republic of Djibouti

Amina Said CHIRÉ
Senior researcher
Irica— Université de
Djibouti

Compared with other countries on the continent, the Republic of Djibouti is a relatively young country due to its late independence (27 June 1977). For this reason, the emergence of scientific research is also [late](#). The country was given a structure specifically dedicated to scientific research in 1970, when a Center for Geological Survey and Development (CEGD) was created to welcome metropolitan researchers wishing to carry out research on Djiboutian ground and more particularly those of the academy of Bordeaux charged with enlivening scientific activity locally. At that time, the territory had only a few research assistants.

Shortly after independence in 1978, this center was replaced by the Institut Supérieur d'Études et de Recherche Scientifique et Technique (ISERST) (Ordinance No. 78-021 of 23 February 1978), one of the first missions of which was to reorganize research and studies to meet the country's new needs, especially in terms of economic and social development.

In addition to coordinating and monitoring studies conducted by foreign teams, ISERST has been authorized to undertake and develop studies and research applied to local realities. For this reason, it was transformed by Decree No. 78-046 / PR of 14 June 1978 into an autonomous public institution and placed directly under the supervision of the Presidency of the Republic of Djibouti.

This awareness at the highest level of the interest of scientific research for national development has provided ISERST with premises commensurate with its ambitions. In fact, since 1987, the various laboratories that comprise it have been grouped together in the current premises of CERD in Gabode.

In 1997, ISERST was already composed of 6 mainly functional scientific departments: geology, geochemistry, hydrology and hydrogeology, new technology and energy, life sciences and human sciences and society. Its human resources had already reached the critical threshold to allow it to function normally (18 researchers (doctors and engineers) and about twenty technicians). Its activities were generally composed of research projects funded by development partners, more ad hoc studies and services.

The research carried out during this first period produced tangible results such as the geological map of Djibouti, unique in the

region by its scale (1/100000). This is essential for mineral exploration, water resources, geothermal exploration, etc. ISERST also distinguished itself by the in-depth study of the country's water resources in order to enable the country to fight thirst by setting up an optimal exploitation of its resources. To date, water is the research theme to which the greatest number of scientific works have been devoted.

At this stage of its development, ISERST has faced significant problems. It has been confronted with the lack of ownership of the results of research despite the efforts made to carry them out. For example, the country has had to deal quickly with problems of overexploitation of its groundwater and therefore salinization despite all the recommendations of ISERST. On the financial side, problems have been faced due to a reduction of budgetary means. This last problem led to the formulation of the question of the creation of a fund for scientific research.

In 2002, ISERST became the Centre d'Études et de Recherches de Djibouti (CERD) and was endowed with a fund for scientific research (Decree n° 2002-0020 / PRE establishing a Fund of Scientific Research). This new restructuring gave birth to five institutes: Institute of Earth Sciences, Institute of Life Sciences, Institute of Languages of Djibouti, Institute of Social Sciences, Institute of New Technologies.

Scientific research goes hand in hand with training. In October 2000, the Republic of Djibouti set up a university center offering courses from French tele-education centers and awarding diplomas of the same nationality. In January 2006, this center became a fully competent university, with a university research center (CRUD) already in 2007. Small in size, it has been tasked with centralizing all the research carried out in the institution and responding on an ad hoc basis to calls for tenders and services. Later, CRUD was commissioned to follow the doctoral studies of assistant professors of the University of Djibouti. Despite this institutionalization, university research has had many difficulties to assert itself for reasons to which we will return.

Increasingly convinced of the role that scientific research can play in creating conditions for a better future, in 2011 the Republic of

The research carried out during this first period produced tangible results such as the geological map of Djibouti, unique in the region by its scale (1/100000)

Next p.22

The university pool of young researchers and experienced researchers remains to this day largely under-exploited.

Djibouti set up a Ministry of Higher Education and Research. Reaffirmed once again, this political will has allowed national scientific research to take a new course. CERD was restructured again, while the University has embarked on an in-depth reflection to be able to play its part in the scientific development of the country.

On the CERD side, research has led to convincing results in the field of renewable energies, as well as in pharmacology, as well as studies of local languages. The university has devoted most of its efforts to the training of teacher-researchers. The results achieved in this field are also remarkable, since the University of Djibouti currently counts 80 PhDs and 68 PhD students, while at the opening of Pole University, there was not a single doctor. But CRUD did not live up to the mission assigned to it. Without any administrative and financial autonomy and without specific or affiliated staff, apart from its director and assistant, it had great difficulty in carrying out the tasks for which he was created. To this must be added the preponderant place of the teaching service in the use of teacher-researchers' time, the lack of definition of university research, the lack of a status of the teacher-researcher, the lack of valorization, and acknowledgement of research and publication in the advancement of the career of the personnel concerned. Several think tanks have been set up to solve this problem and allow university research to assert itself, to no avail. These commissions also

indicated the importance of attracting the interest of the private sector to help fund research. But the structures present did not allow these projects to advance.

Also, it can be said without fear that today Djiboutian scientific research is mainly carried out by CERD. But the resources of this institution are limited and do not make it possible to face societal and economic challenges to contribute effectively to national development. The university pool of young researchers and experienced researchers remains to this day largely under-exploited.

It is in these conditions that IRICA was born two and a half years ago (Independent Research Institute of the Horn of Africa) which is composed to date of about twenty national, regional or international adherents. This private institute's mission is to contribute to the embedding of a culture of scientific research in our society by questioning development in all its dimensions in a systemic and multidisciplinary approach. Today, we are focused on two main areas in particular: the development of spaces and companies, and the improvement of the performance of organizations whatever they are. Our general objective is to uncover inertia for cultural movement and to lead in opening conversations toward cultural change. The ultimate aim is improved livelihoods for the inhabitants of the region.

Amina Said CHIRÉ
Irica –Université de Djibouti

Conférence Internationale

IEPS

CEDEJ
KHARTOUM الخرطوم

cfee

Centre français
des études éthiopiennes

**DJIBOUTI DANS LE MONDE DU 21^E SIÈCLE.
UNE TERRE D'ACCUEIL, UN TERRITOIRE DE TRANSIT,
UN ÉTAT EN TRANSITION**

**16-17 Octobre 2018
Salle de conférence du CERD**

Conférence Internationale

Organisé par l'Institut d'Etudes Politiques et Stratégiques de Djibouti - CERD
En partenariat avec le CEDEJ Khartoum et le CFEE d'Addis-Abeba
Instituts Français de Recherche en Afrique

DJIBOUTI DANS LE MONDE DU 21^E SIÈCLE. UNE TERRE D'ACCUEIL, UN TERRITOIRE DE TRANSIT, UN ÉTAT EN TRANSITION

Salle de conférence du CERD

Le 16 octobre 2018

8h30 : Accueil des participants

9h15-9h30 : Mot d'accueil, **Directeur général du CERD, Jalludin Mohamed**

9h30-9h45 : Ouverture et introduction de la conférence, **Aden Omar Abdillahi, IEPS-CERD**

9h45-12h15 : **PANEL 1 : PRÉSENCE ÉTRANGÈRE À DJIBOUTI : ENJEUX SÉCURITAIRES ET ÉCONOMIQUES, PRÉSIDÉ PAR JEAN-NICOLAS BACH, CEDEJ KHARTOUM**

9h45-10h00 : Introduction au Premier panel : « Djibouti et les empires », **Jean-Nicolas Bach**

10h00-10h20 : La Chine à Djibouti, **Jean-Pierre Cabestan, Université Baptiste de Hong Kong**

10h20-10h40 : Est-il pensable de mettre fin à la présence militaire française à Djibouti ? **Patrick Ferras, Centre de Stratégie du Bassin d'Arcachon**

10h40-11h00 : Pause-café

11h00-11h20 : Fondements historiques d'un Etat djiboutien. Invention européenne ou stratégie multiséculaire ? **Florian Fontrier, Université Bretagne Sud - Lorient**

11h20-12h15 : Discussion

12h15-14h00 : Déjeuner

14h30-16h30 : **PANEL 2 : POLITIQUE ÉTRANGÈRE ET DIPLOMATIE, PRÉSIDÉ PAR AMINA SAÏD CHIRÉ, UNIVERSITÉ DE DJIBOUTI, IRICA**

14h30-14h50 : Construction de la diplomatie djiboutienne à partir de et par rapport à la Somalie, **Aden Omar Abdillahi**

14h50-15h10 : Djibouti : la politique étrangère d'un petit Etat, **Sonia Le Gouriellec, Université Catholique de Lille**

15h10-15h30 : Djibouti et la corne en prise avec le différend frontalier entre l'Erythrée et l'Éthiopie, **Mohamed Omar Youssouf, IEPS-CERD**

15h30-16h30 : Discussions

Le 17 octobre 2018

9h30-12h00 : **PANEL 3 : INSTITUTIONNALISATION ET DÉVELOPPEMENT SOCIOÉCONOMIQUE, PRÉSIDÉ PAR ADEN OMAR ABDILLAH**

9h30-9h50 : L'adoption d'une nouvelle Constitution : instrument de transparence et de limitation du pouvoir ? **Obsieh Ali Djama, Université de Djibouti**

9h50-10h10 : Le cadre juridique et institutionnel du respect des droits humains en république de Djibouti : réflexion sur les enjeux, les limites et les perspectives d'avenir de la commission nationale des droits de l'Homme, **Abdoulkader Hassan, IRICA**

10h10-10h30 : Pause-café

10h30-10h50 : Le secteur informel à Djibouti : les difficultés de formalisation, **Abdoulkader Houssein, IEPS-CERD**

10h50-11h10 : Assistance légale et réintégration socio-économique des enfants en situation de rue à Djibouti-ville, **Amina Saïd Chiré et Thomas Osmond, chercheur indépendant**

11h10-12h00 : Discussions

12h00-12h30 : Conclusion et fin de la rencontre

SAGALJET

Votre Visibilité est Notre Responsabilité

Impression Numérique

L'EXPÉRIENCE COMPTE

10^{EME}
ANNIVERSAIRE

2017

الذكرى السنوية
العاشرة

SAGALJET

Nos Idées Conduisent Votre
Business en Avant



Tel: +253 21 34 82 00
Mob: +253 77 01 08 83
+253 77 25 44 36
+253 77 70 10 00

sagaljetdjib@gmail.com - www.sagaljet.net

SAGALJET

Votre Visibilité est Notre Responsabilité

Impression Numérique

L'EXPÉRIENCE COMPTE

10^{EME}
ANNIVERSAIRE

2017

الذكرى السنوية
العاشرة

SAGALJET

Nos Idées Conduisent Votre
Business en Avant



Tel: +253 21 34 82 00
Mob: +253 77 01 08 83
+253 77 25 44 36
+253 77 70 10 00

sagaljetdjib@gmail.com - www.sagaljet.net